

Avant-Projet de la Vision des Jeunes du MSC

Septembre 2019

Nous, le secteur social « Jeunes » du MSC, qui rassemble les petits paysan.e.s et les agriculteur.trices familiaux, les peuples autochtones, les travailleur.euses de la pêche, les agriculteur.trices et les travailleur.euses de l'alimentation, les femmes, les sans terre, les consommateurs, les pasteurs et les précaires urbains en situation d'insécurité alimentaire, insistons sur l'importance de la reconnaissance explicite des différents secteurs sociaux au sein du secteur social « Jeunes ». En tant que contributeurs à l'économie et aux communautés, les « Jeunes » représentent une grande diversité de points de vue, d'expériences, de savoirs, de connaissances et d'attentes vis-à-vis de l'avenir. Nous sommes des acteurs politiques et nous avons le droit, la capacité et le pouvoir de créer des espaces de solidarité, d'inclusion et de dignité. Nous échangeons avec une grande diversité de mouvements, luttes, institutions et voix alternatives et nous apprenons de ces échanges. En pratiquant et en partageant nos diverses connaissances et cultures, y compris les connaissances et les pratiques autochtones, nous construisons la résilience face à la marchandisation, la mainmise croissante des entreprises et du complexe agro-industriel tout en créant des espaces à l'échelle mondiale qui sont porteurs d'avenir en affirmant la vie à travers leurs liens solides avec la terre, l'eau, les semences, les plantes et tous les êtres vivants.

A travers l'espace inclusif du MSC et du CSA, nous voulons jeter les bases d'un dialogue politique fort fondé sur les droits humains, reconnaissant la participation et les droits des jeunes comme étant la pierre angulaire des politiques publiques en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et assurer un engagement actif et inclusif des jeunes, femmes et hommes, dans tous les secteurs par le biais de nos savoirs traditionnelles et nos moyens de subsistance.

Le monde est à la croisée des chemins. Le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire et de malnutrition est en augmentation constante, les systèmes alimentaires actuels sont de moins en moins durables et opérants, les communautés et les écosystèmes de la planète sont confrontés à une perte sans précédent de biodiversité tandis que le changement climatique est devenu une crise à l'échelle mondiale, modifiant radicalement les relations qu'entretiennent les communautés avec les ressources naturelles et les territoires, forçant des millions

de personnes à quitter leurs foyers et familles. Nous ne pouvons plus ignorer ces énormes défis. Que nous restera-t-il, à l'avenir, à nous les jeunes ainsi qu'aux générations futures ? Et comment pouvons-nous nous engager activement pour renverser cette tendance dramatique, y compris au sein du CSA ?

Il faut mettre en place de politiques publiques cohérentes favorisant l'autodétermination des jeunes et notre pleine participation à la gouvernance de nos familles, communautés et organisations. Il est nécessaire que des politiques publiques appropriées soient adoptées, qui permettent une intégration durable de la jeunesse dans les processus de prise de décision politique, à tous les niveaux, local, national, régional et mondial. En ce sens, le rôle essentiel de la jeunesse doit être reconnu en tant qu'acteur économique, social et culturel du développement inclusif pour les communautés locales et son leadership, son action, son autonomie et sa diversité dans les processus liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition doivent être encouragés, facilités et défendus de manière constante. Ainsi, les jeunes femmes et les jeunes hommes pourront s'intégrer dans la famille et le groupe socioprofessionnel, se sentir utiles par l'action civique et en bénéficier. Le renforcement de notre capital social en tant que partie active de nos communautés et territoires et l'assurance d'une focalisation claire sur l'action et l'autonomie des jeunes pour notre avenir permettront de rebâtir le statut de la jeunesse.

Nous ne pouvons pas considérer les jeunes uniquement comme des contributeurs de main d'œuvre : nous sommes fiers de vivre à la campagne, de produire et de générer nos propres revenus et de contribuer à l'économie en étant à la fois des pourvoyeurs d'emplois et des chercheurs. Une transformation dans la perception de la jeunesse est hautement nécessaire pour que les jeunes puissent être fiers et gagner leur vie à travers la pêche, la cueillette, la chasse, l'agriculture et le pastoralisme qui contribuent à l'économie, à réduire la migration forcée et à contribuer à l'éradication de la faim dans le monde. Pour y parvenir, nous devons tous travailler ensemble pour assurer un revenu décent, des moyens d'existence dignes et rémunérateurs au foyer, un travail décent et des conditions de travail répondant aux besoins, aux droits et aux demandes de nos divers groupes de jeunes, en encourageant l'intégration des jeunes dans les relations sociales de leurs familles et communautés.

Pour assurer la permanence, le maintien et le retour des jeunes dans les zones rurales, les jeunes doivent avoir accès à la terre, à l'eau, à toutes les ressources naturelles et matérielles et aux moyens de production, avoir le contrôle, la propriété et l'autonomie nécessaires pour transformer et valoriser leurs œuvres et produits grâce aux connaissances et capacités locales déjà existantes dans leurs communautés.

Nous avons besoin de politiques publiques qui nous permettent d'avancer dans notre façon de nous définir en termes de moyens de production, de santé, d'éducation, de loisirs, de services sociaux, d'accès aux marchés locaux, aux semences indigènes.

Nous nous opposons aux politiques et pratiques qui contribuent aux inégalités sociales et aux taux alarmants de faim et de malnutrition dans le monde, tels que l'accaparement des terres, l'exploitation, la discrimination et la destruction de notre planète, qui continuent de miner les moyens de subsistance de notre génération ainsi que ceux des générations futures.

Nous préconisons le renforcement des moyens de subsistance traditionnels et nous défendons la création et la mise en œuvre d'alternatives et de solutions communautaires. Notre vision implique une transition équitable dans les systèmes alimentaires et une large diffusion de l'agroécologie comme mode de production, mode de vie, façon de prendre soin de la santé des êtres humains, comme réponse au changement climatique, à la perte de biodiversité et à la destruction écologique, comme moyen d'intégrer les connaissances et les pratiques ancestrales. Nous devons mettre l'accent et nous concentrer spécifiquement sur les femmes et les droits des femmes en agroécologie, ainsi que sur le rôle des femmes dans la transformation des zones rurales.

Nous exigeons la reconnaissance de nos droits en tant que jeunes, en tant que femmes et en tant que titulaires de droits humains, en tant que peuples autochtones et paysans : les droits de notre identité, sur nos terres et territoires.

Pour que cette vision devienne opérationnelle au sein du CSA, il faut que les membres et les participants du CSA s'engagent activement à :

- Promouvoir, générer et donner accès à des initiatives depuis la base, fondées dans les communautés et diversifiées en matière d'éducation, de formation

et de renforcement des capacités pour les jeunes afin d'améliorer l'engagement participatif et inclusif, le leadership et l'autodétermination. Intégrer l'exemple concret de nos territoires et les leçons tirées des pratiques de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire pour partager les expériences importantes des économies locales.

- Assurer l'accès aux programmes de financement, l'accès au crédit approprié et au soutien technique pour le maintien, l'encouragement et le retour des jeunes dans les zones rurales.
- S'attaquer aux taux élevés de chômage des jeunes et aux défis auxquels sont confrontés les jeunes travailleurs en leur donnant la possibilité de créer des opportunités d'emploi et d'avoir un revenu décent et de ne pas être de simples travailleurs.
- Reconnaître et soutenir le rôle central des petits producteurs d'aliments pour la sécurité alimentaire et la nutrition et pour un système alimentaire sain, durable et socialement juste. Renforcer les petits agriculteurs et les communautés de pêche artisanale et traditionnelle.
- Appliquer une perspective et une compréhension globales et holistiques de l'ensemble du cycle de production et de consommation et de la façon dont il affecte notre présent, notre avenir ainsi que les jeunes dans leur ensemble.
- Combattre le modèle actuel de production et de consommation dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage, en cessant d'orienter les ressources principalement vers les entreprises et le secteur privé, sans tenir compte des communautés locales, de la nature, des formes traditionnelles de subsistance et de la jeunesse. Promouvoir des pratiques qui protègent et améliorent la biodiversité en tant que bien public par opposition aux innovations industrielles, au modèle technologique et génétiquement modifié de l'agro-industrie et de la production alimentaire réalisée aux seules fins du profit privé comme la biotechnologie.
- Alerter les communautés rurales locales et les jeunes sur l'énorme crise due aux changements climatiques dans le monde. Agir en conséquence en appliquant des solutions agroécologiques et des modes de production.
- Mettre fin à l'exploitation des océans, des rivières, des lacs et des ressources marines ; lutter contre l'accaparement des terres ; contrôle des entreprises et dématérialisation des semences et des ressources génétiques ;

- Sensibiliser aux effets néfastes des conflits, des guerres et des occupations et à la nécessité de faire participer les jeunes aux processus de paix.
- Renforcer les capacités pour faire entendre la voix des jeunes et s'attaquer aux causes structurelles de la dépossession. Renforcer l'importance de l'autonomie sur nos propres marchés diversifiés et territoriaux.
- Éliminer la corruption au niveau de la gouvernance locale, nationale et internationale. Assurer la participation des jeunes à tous les niveaux de la prise de décision, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation.
- Adopter des lois strictes contre la criminalisation et l'assassinat des défenseurs des droits humains et des dirigeants communautaires. Défendre les territoires au nom de tous les membres des communautés, y compris les jeunes.
- Créer un environnement favorable et établir des liens, des synergies et des processus de convergence entre les luttes locales et mondiales des paysans, des éleveurs, des pêcheurs, des communautés tribales et autochtones et leurs droits.
- Construire et faciliter une alliance unie de la jeunesse pour promouvoir le concept d'un combat à une seule voix. Assurer la position cruciale de la jeunesse en tant que vecteur d'information pour l'ensemble des communautés.
- Fournir une approche inclusive, transversale et transversale à l'égard des jeunes. Assurer l'engagement stratégique intersectoriel des jeunes en intégrant des représentants diversifiés des jeunes en termes de genre, d'orientation sexuelle, d'ethnicité, de race, de culture, d'aptitudes sociales et physiques, de circonscription, de continent, etc. Reconnaître le rôle central des jeunes autochtones.
- Garantir le droit pour les organisations de jeunesse de s'auto-organiser, de rétablir la confiance et de désamorcer la peur en suscitant l'espoir.
- Le Plan d'action mondial pour la Décennie de l'agriculture familiale, lancé récemment, reconnaît les jeunes comme étant l'un des principaux piliers et forces motrices du cadre d'action pour les dix prochaines années. Le Plan d'action stipule que « l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture est entre les mains de la prochaine génération » d'agriculteurs familiaux et de communautés rurales. Il affirme également qu'une « réponse coordonnée

aux défis complexes auxquels les jeunes sont confrontés est plus urgente que jamais » et qu'il est urgent d'améliorer les capacités des jeunes à s'organiser dans des « actions collectives » afin de « recadrer la perception de l'agriculture familiale comme un secteur dynamique avec une capacité de renouvellement constant ». Les gouvernements doivent prendre cet engagement au sérieux.